

Note

« Entre la partition et le pétrole : les facteurs énergétiques et territoriaux de la renaissance de l'Islam (Note) »

Ali A. Mazrui

Études internationales, vol. 12, n° 2, 1981, p. 361-370.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701198ar>

DOI: 10.7202/701198ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTE

ENTRE LA PARTITION ET LE PÉTROLE: LES FACTEURS ÉNERGÉTIQUES ET TERRITORIAUX DE LA RENAISSANCE DE L'ISLAM

Ali A. MAZRUI*

Au cours des années 70, deux événements ont été particulièrement importants pour l'évolution du monde musulman. Il s'agit premièrement de la division de l'ancien Pakistan à la suite de la guerre indo-pakistanaise en 1971 et, deuxièmement, de l'affirmation du monde arabe en tant que puissance économique - qui se produisit avec pour arrière-plan, le partage de l'ancienne Palestine.

Ces deux événements, soit la désintégration de l'ancien Pakistan et l'émergence du monde arabe, ont eu des incidences immédiates sur le devenir politique de l'Islam. Une telle situation est reliée à la question plus générale des partitions qui ont marqué l'histoire de l'Islam au XX^e siècle. La partition de l'Inde britannique a pu représenter dans une certaine mesure, aux yeux des Musulmans, un triomphe de l'Islam politique; le partage de la Palestine, en revanche, a été ressenti comme une humiliation. Ces divisions, celles du sous-continent asiatique et de la Palestine, ont eu des conséquences dont les répercussions demeurent sensibles. Nous analyserons, dans un premier temps, les conséquences de la partition de l'Inde et, dans un deuxième temps, celles qui découlent du partage de la Palestine. Finalement, nous nous pencherons sur la question de l'émergence d'un nouveau pouvoir arabe, fondé sur la richesse pétrolière.

L'AFRIQUE ET L'HISTOIRE DU PAKISTAN

L'Inde fut la première colonie britannique non blanche à accéder à l'indépendance. Cet événement devait influencer considérablement les mouvements anti-coloniaux dans tout l'Empire. James S. Coleman nous rappelle que certains intellectuels ouest-africains s'inspirèrent très tôt de l'exemple indien en formant le Congrès national de l'Afrique occidentale britannique¹. Ce Congrès vit le jour en 1920, lors d'une conférence convoquée à Accra par un éminent avocat de la Gold Coast, Caseley Hayford, considéré comme l'un des pères fondateurs du nationalisme ghanéen.

Au départ, la réalisation la plus admirée du Mouvement national indien fut l'apparente unité établie entre les divers groupes composant l'Inde britannique. Dès 1920, le *Lagos Weekly Record*, l'un des premiers véhicules du nationalisme nigérien, faisait les observations suivantes:

Les Africains de l'Ouest découvrent aujourd'hui ce que les Indiens (...) ont découvert il y a trente ans, que placés comme ils l'étaient sous le contrôle d'une puissance

* Professeur au Département de science politique et Directeur du Centre d'études afro-américaines et africaines, Université du Michigan. Ann Arbor.

1. J.S. COLEMAN, *Nigeria: Background to Nationalism*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1958, p. 191.

Revue Études internationales, volume XII, n° 2, juin 1981

étrangère, il devenait nécessaire à la réalisation de leur bien-être de définir une cause commune et de promouvoir l'unité nationale (...). Nous espérons que le jour viendra où (...) Hausa, Yoruba et Ibos, s'uniront et travailleront ensemble pour leur patrie².

Seize ans plus tard, la réussite la plus admirée du Mouvement national indien était toujours son apparente cohésion. Le Chef H. O. Davis, du Nigéria, affirmait en 1936: « L'Afrique doit suivre l'exemple indien. La seule voie pour les Africains, dans leur lutte pour la liberté, passe par la coopération et l'accomplissement de sacrifice³ ».

Cependant, l'émergence de la Ligue musulmane en Inde apparut bientôt comme un mouvement sécessionniste sérieux. Cet avènement détruisit le mythe de l'unité incarné jusque-là par le modèle indien. Un nouveau terme, le « pakistanisme », s'intégra au vocabulaire des nationalistes ouest-africains. La crainte des tendances sécessionnistes augmenta à mesure que l'Inde approchait de l'indépendance. En 1947, Obafemi Awolowo, leader nationaliste de la région occidentale du Nigéria, qui demeure une des figures importantes de la scène politique nigérienne, faisait la remarque suivante:

En ce qui concerne les incidences de la diversité religieuse sur l'unité politique, l'Inde fournit un exemple remarquable. Son expérience mérite d'être conservée en mémoire lorsque nous aborderons les problèmes constitutionnels du Nigéria⁴.

Plus de dix ans après cette déclaration, le Nigéria était confronté à son tour au danger imminent d'une sécession, les opposants s'identifiant à des groupes religieux différents. Cela se passait deux ans après l'accession du pays à l'indépendance. Namdi Azikiwe, père du nationalisme nigérian moderne et plus tard président de la République du Nigéria, était tout à fait conscient des risques encourus. Il affirmait notamment:

Il est essentiel que la tentation sécessionniste soit découragée. Le Nord et le Sud font un, que nous le voulions ou non. Cette situation est un produit des forces de l'Histoire. Nous avons une destinée commune⁵.

Azikiwe était ibo et chrétien. Le nord du Nigéria était essentiellement musulman. La tragédie nigérienne devra encore être explorée si l'on veut en découvrir toutes les facettes. La guerre civile du Nigéria fut davantage ethnique que religieuse, mais la machine de propagande biafraise se révéla très efficace dans l'exploitation des sensibilités chrétiennes du monde occidental, présentant la guerre de façon à rappeler les tactiques utilisées par la Ligue musulmane en Inde britannique.

Cependant, bien avant la tragédie nigérienne, l'expérience du sous-continent indien avait cessé d'être considérée comme un modèle d'unité nationale et cela même si elle avait suscité beaucoup d'admiration à ce titre au cours des années 20. Au contraire, l'exemple du sous-continent indien donnait d'ores et déjà à l'Afrique une leçon sur les dangers de la dissension. Le Nigéria, en raison du clivage potentiel entre le Nord musulman et le Sud chrétien, était particulièrement hanté par le spectre de la partition - la tragédie qui frappa le pays confirma le bien-fondé de ces craintes. Soulignons toutefois que le Nigéria ne fut pas le seul pays africain à tirer une leçon de l'expérience indienne. Le Parti de la Convention des Peuples de la Côte d'or introduisit dans son manifeste électoral de 1954 le mot d'ordre suivant:

2. Voir *Lagos Weekly Record*, 20 Avril 1920.

3. Cité par COLEMAN, *op. cit.*, p. 203.

4. O. AWOLOWO, *Path to Nigerian Freedom*, London, Faber and Faber, 1947, pp. 50-53.

5. N. AZIKIWE: *Zik: A Selection from the Speeches of Namdi Azikiwe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1961, p. 102.

Nous avons vu la tragédie causée par le communalisme religieux en Inde et ailleurs. Ne lui laissons pas l'occasion de s'enraciner et se développer au Ghana. À *bas le pakistanisme*⁶.

Ce qui grandissait alors était la croyance profonde à l'existence d'un lien solide entre les risques de violence et le sentiment premier d'appartenance. Les dangers que courait une société hétérogène avait été illustrée de façon dramatique par l'expérience indienne. Le massacre incroyable d'Indiens par d'autres Indiens, lors de la division du sous-continent, affecta profondément de nombreux Africains qui, ayant développé leur conscience politique, vivaient à cette époque sous le régime colonial.

Beaucoup plus tard, une seconde division du sous-continent indien allait survenir. Ce fut la désintégration du Pakistan qui donna naissance au Bangladesh. Assez curieusement, tandis que la première division, d'où naquit le Pakistan, représente le triomphe de la religion, la seconde, d'où émergea le Bangladesh, en refléta l'échec. En 1947, lorsque Mohammed Ali Jinnah fonda le nouvel État musulman, la religion apparaissait comme un fondement viable de la nationalité. Vers 1971, le sous-continent indien fit cette fois l'expérience d'une alliance entre une femme hindoue, Indira Gandhi, et un nationaliste musulman bengali, Mujibur Rahman. Le triomphe de la religion dans l'Inde britannique de 1947 et son déclin partiel en 1971 s'accompagnèrent de manifestations de violence tout aussi effroyables. D'ores et déjà, les désaccords futurs paraissaient pouvoir s'enraciner dans le souvenir de ces carnages.

Les politologues se sont depuis quelque temps intéressés aux relations entre l'Afrique et l'Inde, mais très peu d'études ont été réalisées jusqu'à maintenant sur les relations entre le continent noir et le Pakistan. Dans une certaine mesure, ce n'est pas surprenant. Après tout, même avant la naissance du Bangladesh, le Pakistan était beaucoup plus petit que l'Inde. Mais la différence de taille ne suffit pas à expliquer l'inégale intensité des relations indo-africaines et pakistano-africaines. Il peut être intéressant d'examiner plus profondément les raisons d'un tel déséquilibre dans les contacts établis et les influences exercées. Après avoir examiné cet aspect, nous pourrions essayer de déterminer si certains changements pouvant modifier cette situation se produisent actuellement ou sont susceptibles de survenir dans un proche avenir.

En allant au-delà des explications superficielles, nous pourrions nous demander pourquoi l'influence politique du Pakistan en Afrique, depuis 1947, a été plus modeste que celle de l'Inde. En partie, cela peut être attribué au fait que le Pakistan était inclus dans l'Inde coloniale. Nous avons vu comment le mouvement nationaliste dans le sous-continent indien, vu comme un tout, a eu un impact significatif sur l'Afrique britannique. En se coupant du reste de l'Inde, les Pakistanais cessèrent d'être associés à la lutte anti-coloniale. En tant qu'entité territoriale, le Pakistan n'a pas été une colonie au sens classique du terme. Il n'y a jamais eu de colonie connue sous l'appellation de Pakistan, ou qui lui serait automatiquement identifiable. Le pays est né comme une conséquence de l'indépendance de l'Inde. Son rayonnement parmi les pays afro-asiatiques anti-impérialistes dans le sous-continent continuait à être associé à l'Inde.

L'alignement du Pakistan sur l'Occident, au cours de la guerre froide, est aussi un facteur qui affecta la position relative de ce pays dans le concert des nations afro-asiatiques. Dans une certaine mesure, l'attitude du Pakistan contrastait de façon évidente avec celle de l'Inde. Ainsi, tandis que les dirigeants indiens inventèrent le non-alignement, les dirigeants pakistanais s'engagèrent militairement aux côtés de l'Occident. Très tôt, bien que de façon temporaire, les nouveaux États africains se tournèrent *de facto* vers Nehru, dont ils attendaient qu'il assume en quelque sorte le leadership diplomatique des États ayant obtenu

6. Le Manifeste est en partie reproduit dans *The Political Awakening in Africa*. Édité par Rupert Emerson et Martin Kifson, Prentice Hall, 1965, pp. 110-117.

récemment leur indépendance. Aucune personnalité pakistanaise ne pouvait prétendre à un rôle comparable à celui que les dirigeants afro-asiatiques confièrent à Nehru.

Le troisième facteur qui affecta la position diplomatique du Pakistan est le fondement religieux de son existence. Lorsque naquit le Pakistan, quelques-uns de ses leaders espéraient être à même d'exercer une grande influence sur le monde musulman. Avec presque cent millions d'habitants, le Pakistan était le pays musulman le plus peuplé sur terre. Dans la mesure où l'Afrique du Nord est presque entièrement musulmane et qu'une importante population de cette confession vit au sud du Sahara, le Pakistan pouvait paraître susceptible d'exercer sur l'Afrique une plus grande influence que l'Inde. En fait, le continent africain compte des milliers de Musulmans et, comparativement, une poignée d'Hindous. Dans les faits, la majorité des nationalistes africains continuait toutefois à s'opposer à une politique fondée sur l'appartenance religieuse. Ainsi, loin d'améliorer sa position diplomatique en Afrique, l'assise religieuse du Pakistan nuisait à son prestige international.

Néanmoins, avant la naissance du Bangladesh, le rayonnement du Pakistan a pu s'étendre au monde afro-asiatique, à mesure que déclinait le prestige de l'Inde. Les États africains cessèrent d'attendre de l'Inde qu'elle assure le leadership des non-alignés, au sein des Nations Unies par exemple. Les différends entre l'Inde et la Chine jouèrent également un rôle dans la diminution du rayonnement indien. De plus, l'imposante personnalité qu'était Nehru avait disparu. Toutefois, le déclin de la popularité indienne ne fut pas l'unique cause de la montée du Pakistan. La question du non-alignement relatif à ces deux pays doit aussi être considérée. En effet, il y a deux façons de manifester son non-alignement. La première consiste à n'établir aucune alliance avec les blocs. La seconde façon est de contracter des alliances à la fois avec les deux blocs - ce qui était dans une certaine mesure la stratégie du président pakistanais Ayub Khan. Tout en s'alliant à l'Occident, celui-ci avait développé des relations privilégiées avec la Chine communiste. En introduisant ce non-alignement *de facto*, Ayub Khan a probablement contribué à améliorer l'image du Pakistan auprès des nationalistes africains, et cela avant que ne surviennent les troubles au Pakistan oriental. Le prestige du Pakistan sur la scène internationale allait cependant être sérieusement affecté par sa défaite aux mains de l'Inde, en 1971, et par la sécession du Pakistan oriental, devenu le Bangladesh. L'Islam fit alors, dans le sous-continent indien considéré comme un tout, l'expérience de nouvelles angoisses à propos de l'humiliation subie et de sa division interne.

La honte de 1971 et l'explosion atomique indienne de 1974 accentuèrent le désir du Pakistan de se ranger au nombre des puissances nucléaires. Dans le domaine technologique, ce pays était alors en voie de devenir le chef de file du monde musulman. L'Arabie saoudite, les Émirats du Golfe et la Libye commencèrent à importer, du Pakistan et du Bangladesh, de la main-d'oeuvre qualifiée ou non. Désormais, l'Islam faisait face à de nouvelles interactions, à un nouveau type de relations entre ses différentes parties. La nucléarisation de l'Islam s'annonçait.

L'ÉMERGENCE DE LA PUISSANCE ARABE

Bien que le prestige du Pakistan ait décliné après la défaite de 1971, celui de l'Inde ne devait pas nécessairement connaître l'évolution inverse. Pendant un moment, le leadership du Tiers-Monde a été assumé par l'Inde. Celle-ci, dirigée par Nehru, introduisit le concept de non-alignement et réussit à rallier quelques pays asiatiques et arabes, de même que les États africains nouvellement indépendants. Durant cette période, le Tiers-Monde en tant qu'ensemble s'est rangé sous l'actif leadership intellectuel du Pandit Nehru.

Au moment où ce dernier mourut, soit en 1964, l'Inde connaissait déjà un déclin diplomatique. La question de l'heure était de déterminer qui assurerait désormais le leadership du Tiers-Monde.

La République populaire de Chine, bien qu'en voie de devenir une superpuissance, était encore largement acceptée comme partenaire dans les luttes menées par le Tiers-Monde. La Chine allait-elle assurer le leadership laissé vacant par l'Inde ? Ses créances étaient convaincantes. Quoique n'ayant pas été admise aux Nations Unies, elle était active sur la scène politique internationale.

Pendant un moment, il parut tout à fait logique que le leadership du Tiers-Monde passe de l'Inde à la Chine. Après tout, c'était les deux pays les plus peuplés au monde et ils étaient tous deux engagés dans la lutte anti-impérialiste.

Jusqu'en 1970, les Arabes avaient Nasser, mais sa défaite contre Israël, en 1967, a été encore plus décisive que celle qu'avait subie, en 1962, l'Inde contre la Chine. Les atouts dont disposait le monde arabe pour prétendre au leadership du Tiers-Monde parurent dès lors beaucoup plus modestes que ceux de la Chine.

La situation changea à partir de 1973. Tandis que les Chinois soutenaient que le pouvoir est au bout du fusil, les Arabes le découvraient dans le baril de pétrole. L'application du boycott pétrolier contre les États-Unis, lors de la Guerre d'octobre, révéla les potentialités de l'arme dont pouvaient désormais user les Arabes.

Depuis 1973, nous avons assisté à l'émergence d'un monde musulman au sein du Tiers-Monde. Les principales initiatives diplomatiques concernant un grand nombre de questions sont venues des Musulmans. Les pays du Tiers-Monde sont fournisseurs de matières premières et, généralement, de produits bruts. La lutte pour un nouvel ordre économique international a été dans une certaine mesure dirigée par les pays musulmans. Ceux-ci, depuis 1973, se sont présentés comme les premiers défenseurs des intérêts du Tiers-Monde, qu'ils ont portés à l'attention des principales arènes internationales. Ainsi, en 1974, l'Algérie ouvrait le débat sur les matières premières au sein des Nations Unies. Ce débat se poursuivait, l'année suivante, dans le cadre d'une session spéciale de l'Assemblée générale. Nous avons alors assisté au début d'une réflexion sérieuse sur le problème de la restructuration de l'économie mondiale. Le triomphe de la cause palestinienne au niveau diplomatique, symbolisé par le discours de Yasser Arafat, leader de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, prononcé en 1974 devant l'Assemblée générale de l'ONU, est également attribuable à l'effort substantiel des pays musulmans pour donner à ce mouvement une légitimité internationale dont il avait été frustré depuis 1940. Notons que l'Algérie assumait à cette époque la présidence de l'Assemblée générale, ce fait pouvant être considéré comme un facteur favorable à la victoire diplomatique de l'OLP.

Au cours de la même session de l'Assemblée, un autre quiproquo apparent allait se produire lorsque, en dépit de la colère d'une partie des Occidentaux, l'Afrique du Sud était suspendue de la session. Les États-Unis réagirent en critiquant la « tyrannie de la majorité » au sein de l'Assemblée générale. Paradoxalement, cette critique fournissait la preuve que l'Organisation des Nations Unies accédait à une indépendance véritable. Depuis sa création, cette institution avait largement été sous le contrôle des États-Unis, apparaissant à la limite comme un instrument de la diplomatie américaine.

À partir de 1973, l'autonomie croissante de l'Assemblée générale par rapport aux grandes puissances, attribuable aux initiatives du groupe afro-asiatique - inspiré par les pays musulmans, a donc donné l'impression que l'organisation mondiale devenait réellement indépendante. C'est dans ce contexte que se déroula en décembre 1974, le débat sur l'adoption d'une charte sur les droits et obligations économiques. Après discussions, une charte fut adoptée par l'Assemblée générale. Certaines de ses dispositions laissaient entendre notamment que la nationalisation sans dédommagement serait légitime dans certains cas. Le

monde occidental fut horrifié devant cette perspective et, plus généralement, par la tendance militante qui s'imposait au sein des Nations Unies.

En 1975, la préparation d'une conférence sur l'économie mondiale ouvrit la controverse sur les liens entre les ressources énergétiques et les autres matières premières. Les États-Unis voulaient que la conférence réunisse uniquement les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole. L'idée de lier la question énergétique au commerce des autres produits du Tiers-Monde fut introduite par les pays musulmans. Il devint impossible de s'entendre sur l'ordre du jour, l'Occident refusant d'aborder à la fois le problème des ressources énergétiques et le commerce des autres matières premières tandis que les pays musulmans, plus particulièrement l'Algérie, tenaient à ouvrir un débat international sur les besoins globaux du Tiers-Monde.

On assistait ainsi à une radicalisation et à une sensibilisation du monde musulman aux problèmes intéressant l'ensemble du Tiers-Monde. Dorénavant, le leadership du Tiers-Monde était assumé par les pays musulmans. Il est peu probable que ce nouveau leadership soit permanent mais, pour l'instant, il existe et cette augmentation des possibilités d'influence du monde musulman pourrait être l'un des événements les plus significatifs du siècle.

La question palestinienne est fortement reliée au désir des Arabes de s'identifier à l'ensemble du Tiers-Monde. Il est possible que la recherche d'alliés dans le conflit qui les oppose à l'État d'Israël ait élargi les horizons politiques des Arabes. Lorsqu'un peuple a besoin d'alliés politiques, il tente progressivement de s'identifier à des régions qui, autrement, n'auraient revêtu pour lui que très peu d'importance. Dans cette optique, nous pouvons avancer que la question palestinienne, comme facteur influant sur l'évolution de Moyen-Orient, a concouru

- a) à stimuler un processus de radicalisation touchant même les régimes conservateurs du monde arabe ;
- b) à élargir les horizons politiques des dirigeants arabes, désireux d'obtenir le soutien des États et de mobiliser l'opinion mondiale en leur faveur.

L'OPEP EN TANT QU'ORGANISATION MUSULMANE

La renaissance politique de l'Islam, comme conséquence de l'émergence du monde arabe, est fortement reliée à tous ces développements. L'émergence du monde arabe dépend de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, soit plus précisément de l'affirmation de cette organisation dans la diplomatie économique internationale.

L'OPEP est une organisation au sein de laquelle la représentation musulmane est largement majoritaire. Le plus grand pays exportateur de pétrole, l'Arabie saoudite, est également le gardien des villes saintes de la Mecque et de Medine et l'un des pays musulmans les plus fondamentalistes du monde contemporain. Le second pays exportateur de pétrole, avant que soit déclenchée sa révolution interne, était l'Iran, pays musulman qui dispose vraisemblablement de potentialités considérables pour accroître son influence sur la scène internationale. Si on considère l'Indonésie comme le pays musulman le plus peuplé, après la division de l'ancien Pakistan, l'élément religieux acquiert un poids imposant au sein de l'OPEP.

Quatrièmement, mentionnons que l'OPEP compte parmi ses membres les États du Golfe persique. Ces pays, parce qu'ils sont très petits et disposent de ressources financières considérables, peuvent accumuler des surplus susceptibles d'être affectés à la réalisation de projets politiques et économiques dans différents coins du monde.

Pour l'instant, le Nigéria et le Gabon sont les seuls membres de l'OPEP à représenter l'Afrique noire. Dans le cas du Gabon, soulignons qu'un néophyte de l'Islam, le président Omar Bongo dirige le pays. Quant au Nigéria, il s'agit d'un pays qui présente une synthèse presque parfaite des trois éléments qui constituent la culture africaine. Ces éléments sont d'origine indigène, euro-chrétienne et islamique. Les trois composantes sont solidement implantées au Nigéria. Toutefois, l'influence de l'Islam a été croissante, au niveau interne, depuis l'indépendance acquise en 1960.

Si l'on examine la production de pétrole, les deux-tiers de l'OPEP, considérée comme un tout, sont « islamiques » dans les faits. Si, par ailleurs, on examine la religion dominante à l'intérieur des États-membres, la « portion » musulmane excède les deux-tiers. Conséquemment, l'importance soudaine qu'ont pris l'OPEP et le pétrole sur la scène mondiale symbolise et stimule grandement la renaissance politique de l'Islam.

La question de la nature des régimes politiques en place dans ces riches pays musulmans, doit évidemment être considérée. Il appert que le pays ayant les plus vastes réserves pétrolières connues, l'Arabie saoudite, est aussi le plus respectueux des traditions islamiques. Depuis la chute du Chah, une remarque semblable s'appliquerait à l'Iran, devenu République Islamique. Les États du Golfe arabe (persique) comptent aussi des dirigeants traditionnalistes. Certains considèrent cet élément conservateur comme un frein à l'utilisation de l'OPEP comme instrument diplomatico-économique. En termes globaux, il est cependant possible de le considérer comme un facteur bénéfique. En effet, l'influence au sein de l'OPEP n'appartient pas uniquement aux pays musulmans qui, comme l'Algérie, sont relativement occidentalisés et laïcisés. Au contraire, le pays où l'Islam est le plus respecté exerce une plus grande influence.

Une situation dialectique prévaut désormais dans le monde musulman. Elle oppose, d'une part, les pays sous-peuplés, riches et plus attachés à l'Islam traditionnel aux pays qui, d'autre part, sont plus peuplés, mais moins nantis et plus séculiers. Une évolution conforme au raisonnement dialectique serait susceptible de modifier l'équilibre actuel entre les tenants du sécularisme et les traditionnalistes au cours des prochaines années. Une telle transformation dépend de l'évolution des relations entre les populations pauvres en ressources et les populations traditionnalistes, riches en ressources.

Dans cette perspective également, notons que la question palestinienne apparaît comme un catalyseur du processus de radicalisation qui a caractérisé la politique musulmane. L'idée d'une Arabie saoudite utilisant l'arme du pétrole contre les États-Unis eût été inconcevable sans un problème comme celui de la Palestine ou de Jérusalem. Ainsi, il a été démontré qu'un pays traditionnaliste et fortement pro-occidental pouvait, sous la pression de la guerre et de l'angoisse au sujet de l'avenir de la Palestine, brandir une arme politique qui n'aurait pas été utilisée par un tel régime dans d'autres conditions. Il faut donc ajouter le facteur palestinien au nombre des éléments qui expliquent la renaissance politique de l'Islam.

L'État d'Israël a été créé au bon moment. En effet, dix ans plus tard, il aurait été impossible de le créer. Au moment de la création de l'État d'Israël, le Tiers-Monde n'existait pas en tant que force politique. Presque tous les pays qui le composent étaient encore sous le joug colonial. Le Pakistan, l'Inde et la Birmanie venaient à peine d'accéder à l'indépendance formelle; la Chine était sur le point de faire l'expérience d'une révolution communiste; l'Afrique, à l'exception de deux pays, était entièrement sous la règle coloniale, tandis que des régimes à tendance nettement néo-colonialiste étaient en place dans plusieurs pays arabes. Les décisions concernant Israël ont été prises au sein d'une institution internationale, siégeant à New York, alors beaucoup moins représentative de l'opinion mondiale qu'elle ne l'est devenue au cours des années 60.

Imaginons qu'un vote soit pris en 1957, année de l'indépendance du Ghana, en vue de créer l'État d'Israël. Ou, encore, imaginons que ce projet soit proposé en 1960, année au cours de laquelle dix-sept États africains devinrent membres de l'ONU. Il est évident que le partage des voix, au cours des années soixante, aurait été tout à fait différent de celui de 1947.

Deuxièmement, en 1960, le penchant de l'Union soviétique pour Israël aurait été annihilé par la présence de nouveaux participants représentant le Tiers-Monde sur la scène politique internationale. Au cours des années 60, il aurait été impossible aux Soviétiques d'appuyer la création d'Israël au détriment des Palestiniens. Au cours des années 70, il aurait été impossible, même pour les États-Unis, de voter pour la création d'Israël aux dépens des Arabes, ce qui est toutefois un problème distinct de la protection de l'État juif.

Israël a été créé au moment propice - dans les années 40, au lendemain de la guerre, c'est-à-dire dans une atmosphère où persistait le souvenir de Hitler et des persécutions infligées aux Juifs, c'est-à-dire à un moment où le Tiers-Monde n'était pas encore un facteur déterminant dans l'élaboration de la politique mondiale.

FACE À L'AVENIR

Parvenu à ce point de l'évolution historique, il convient d'en évaluer les implications mondiales pour ce dernier quart de siècle. Dans une perspective tiers-mondiste, il nous semble que la question palestinienne comporte des éléments positifs. Le problème de la Palestine a en effet contribué à accroître l'internationalisme arabe. Il importe maintenant de se demander si, advenant le cas où le problème palestinien soit résolu, les Arabes deviendraient ou non plus isolationnistes. Assisterions-nous à un repli arabe, à un déclin de l'intérêt pour ce qui se passe en Afrique, ou au Bangladesh, au Pakistan et en Amérique latine ? Un scénario éventuel serait donc l'auto-isolement du monde arabe comme conséquence de la résolution du problème palestinien et de la pacification du Moyen-Orient.

Un autre scénario serait la « nordisation » du monde arabe si celui-ci en venait progressivement à se considérer comme appartenant à l'hémisphère nord développé, plutôt qu'au Sud sous-développé. La question est de savoir si la résolution du problème palestinien conduirait le monde arabe dans l'une ou l'autre de ces directions. Autrement dit, le monde arabe deviendrait-il plus isolationniste ou se tournerait-il davantage vers l'hémisphère nord ?

Nous l'ignorons. Pour l'instant, nous savons simplement que la question de la Palestine est un facteur de l'intérêt des Arabes pour l'Afrique. Il est concevable que, sans les crises du Moyen-Orient, un grand nombre de pays arabes, mais pas tous évidemment, n'auraient aucun intérêt pour l'Afrique au sud du Sahara. Une fois de plus, soulignons que le besoin d'alliés dans des litiges aussi importants favorise la solidarité au sein du Tiers-Monde.

L'apparent rapprochement entre le monde arabe et l'Iran pourrait être significatif ou non pour l'avenir du monde musulman. Tout dépendra s'il s'avère permanent ou temporaire. La résolution du problème kurde est un facteur parmi d'autres. Mais, si elle est durable, la réconciliation entre les Arabes et l'Iran pourrait être l'un des développements les plus significatifs pour l'avenir de l'Islam dans ce dernier quart de siècle.

La coopération entre la Libye et le Pakistan dans le domaine nucléaire (l'argent libyen et la technologie pakistanaise) a suscité de vives rumeurs dans les années 70. On peut s'attendre à une certaine collaboration entre le Pakistan et l'Iraq dans ce secteur. Une réconciliation entre le Bangladesh et le Pakistan serait également très significative pour l'avenir de tout le sous-continent indien et, conséquemment, pour l'avenir du Tiers-Monde.

Nous pouvons aussi assister à une réaffirmation de la Turquie après une période d'absorption presque totale par le monde occidental. Une nouvelle forme de radicalisme ottoman pourrait-elle voir le jour? Les Turques opteront-ils pour le non-alignement? Le retrait partiel de l'OTAN est-il simplement tactique ou s'agit-il d'un processus plus fondamental? Si nous assistions à la renaissance de la Turquie en tant qu'État non-aligné, nous pourrions nous attendre à ce que ce pays réintègre les rangs du Tiers-Monde et à ce que ce phénomène soit un facteur significatif pour l'ensemble du monde musulman.

Quant à la résurrection de l'Afrique, de nouvelles possibilités apparaissent. Les alliés les plus naturels de l'Afrique comprennent la diaspora noire et le monde arabe. Les Arabes sont présents en Afrique. La plus grande partie du territoire arabe est située sur ce continent. Des États noirs et arabes sont membres de l'Organisation de l'Unité africaine. Plusieurs États font partie à la fois de cette organisation et de la Ligue arabe. Il serait possible d'exploiter cette relation à l'avantage des deux peuples.

Les pays arabes producteurs de pétrole ont déjà lancé la stratégie de contre-pénétration économique de l'Occident. Cette stratégie va de l'achat de biens immobiliers en Angleterre au contrôle d'une banque aux États-Unis, en passant par l'acquisition d'un grand nombre d'actions dans le complexe Benz, en Allemagne fédérale, et par la possibilité d'accorder un prêt à l'Italie. Toute la stratégie de réutilisation des pétro-dollars repose sur les possibilités de contre-pénétration économique de l'Occident. Conséquemment, l'Occident, tout en étant avide de pétro-dollars, craint la conséquence que peuvent avoir, à long terme, ces injections de capitaux sur son indépendance économique.

Les pays arabes producteurs de pétrole ont déjà acquis une part importante du capital des multinationales commerciales. L'une des plus importantes d'entre elles est la Lunrho, dont le Koweït est devenu un actionnaire important. Il n'est pas exclu que les pays producteurs de pétrole commencent à jouer un rôle sous-impérial en Afrique.

Au-delà de ce risque existe aussi la possibilité que s'établisse une nouvelle alliance au sein du Tiers-Monde, avec pour objectif de contre-pénétrer l'Occident. Une fois de plus, la puissance économique et l'influence culturelle pourraient être reliées. Comme nous l'avons souligné plus haut, l'OPEP compte un grand nombre de pays musulmans. L'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé, en est membre. Le premier pays exportateur de pétrole au monde, l'Arabie saoudite, est aussi gardien de la Mecque, capitale spirituelle de l'Islam. Le second pays exportateur potentiel de pétrole, l'Iran, est un pays musulman de plus en plus influent dans les affaires mondiales. Deux-tiers des membres de l'OPEP sont musulmans - et ces pays disposent de plus des deux-tiers des réserves pétrolières de l'organisation.

Nous avons également souligné que le Nigéria, aussi membre de l'OPEP, réunit les trois éléments qui composent l'âme moderne de l'Afrique. Les valeurs religieuses euro-chrétiennes, islamiques et traditionnelles sont profondément enracinées dans la société nigérienne, mais l'Islam est devenu, dans ce pays, le sérieux rival de la tendance occidentaliste.

L'émergence de l'OPEP dans les affaires mondiales, même passagère, pourrait être le signe avant-coureur de la résurrection de l'Islam. Avant la fin du siècle, les musulmans d'Afrique seront plus nombreux que les Arabes et réclameront une part plus importante du leadership de l'Islam. Il ne serait pas étonnant qu'au cours des dix prochaines années, les musulmans d'Afrique noire cherchent à ouvrir des écoles et à construire des hôpitaux à Harlem, de façon à être en mesure de prêcher l'Islam aux Noirs américains. Le financement de cette contre-pénétration islamique viendrait vraisemblablement des producteurs de pétrole du monde arabe. Dans la mesure où l'Islam africain est distinct de l'Islam arabe, ayant intégré de manière substantielle les éléments de la culture africaine traditionnelle, cette contre-pénétration islamique aux États-Unis serait, au moins partiellement, un processus de

transmission des conceptions africaines indigènes. Les apports islamiques, africains, et occidentaux pourraient ainsi trouver un nouveau lieu d'interaction.

Toutefois, la participation de la population noire américaine est aussi importante pour la pénétration des valeurs africaines en Occident que l'argent arabe. C'est la deuxième nation noire en importance numérique au monde (après le Nigéria) et elle habite le pays le plus riche et le plus puissant du vingtième siècle. Pour le moment, l'influence des Noirs américains sur la vie intellectuelle et culturelle de l'Amérique est beaucoup plus modeste que celle, par exemple, des Juifs américains. Mais à mesure que la pauvreté chez les Noirs américains s'amointrira, leurs horizons politiques et sociaux s'élargiront, leur noyau intellectuel et créatif s'amplifiera et, conséquemment, l'influence noire américaine sur la culture des États-Unis augmentera. À ce moment, les liens entre l'Afrique, le monde arabe et la diaspora noire pourront trouver de nouveaux lieux d'épanouissement.

À l'arrière-plan de tout ceci, nous reconnaissons le legs de deux partitions qui ont marqué l'histoire du Tiers-Monde - la division de l'Inde qui, en deux temps, engendre la formation de trois États distincts, (l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh) et le partage de la Palestine qui aboutit à la création de l'État d'Israël et à l'annexion par la Jordanie du territoire situé sur la rive gauche du Jourdain. Ces partitions ont entraîné pour le meilleur ou pour le pire, des interactions profondes dans les politiques du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. [*Traduit de l'anglais*].